

LA MECANISATION DES PETITES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN AFRIQUE

Comment aborder les défis de gouvernance des initiatives étatiques et privées de mécanisation?

Au cours de la dernière décennie, le programme de développement de l'Afrique a conduit à la mise en place d'une variété d'initiatives étatiques et privées visant à promouvoir la mécanisation. Des preuves accablantes montrent que les stratégies de mécanisation du passé ont souvent échoué parce que les aspects institutionnels ont été négligés. Pour désormais éviter ces pièges, cette note de politique analyse les défis de gouvernance qui doivent être abordés afin d'assurer le succès à long terme de la mécanisation sur les plans économique, social et environnemental.

Défis de gouvernance de la mécanisation des petites exploitations – concepts et exemples

Malgré le fait que la main d'œuvre est le facteur contraignant pour le développement agricole en Afrique, le système agricole africain reste le moins développé de tous les continents. Les petits agriculteurs dominent l'Agriculture africaine, et 70% d'eux cultivent des parcelles de moins de deux hectares à la houe. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, il y a moins de deux tracteurs pour 1 000 ha de terres cultivées en Afrique depuis les années 1960. Durant la même période, le nombre pour l'Asie du Sud et l'Amérique Latine a augmenté jusqu'à dix tracteurs.

Ainsi, la mécanisation peut bien jouer un rôle clé dans le déblocage du potentiel agricole en Afrique. Le défi est de développer des mécanismes institutionnels qui donnent accès aux services de mécanisation pour la production, la gestion et la transformation post-récolte aux petits exploitants. Ces services peuvent être fournis par le biais de trois types de structures de gouvernance : le secteur privé (gouvernance du marché), les organismes gouvernementaux (gouvernance de l'État) et les organisations communautaires telles que les coopératives. Avec l'aide d'exemples tirés de l'expérience du Ghana, cette note de politique présente les défis de gouvernance de l'État et privée de mécanisation des petits exploitants et des recommandations visés aux pays voulant promouvoir la mécanisation.

Pourquoi est-il difficile de développer un marché pour les services de mécanisation??

Les acteurs du marché des machines agricoles, y compris les entreprises internationales, les entrepreneurs locaux et les fournisseurs de services de mécanisation, font face à plusieurs obstacles, notamment en ce qui concerne les petits exploitants :

Les machines agricoles ont des économies d'échelle considérables et n'atteignent leur seuil de coûts opérationnels que pour des niveaux d'utilisation élevés. Les solutions institutionnelles, telles que les marchés de location, peuvent aider à surmonter ce problème, mais elles sont difficiles à réaliser lorsque la marge d'opération est étroite. Au Ghana par exemple, la période de labour est de seulement 45 jours. La fourniture de services est encore plus difficile lorsque les coûts de transaction sont élevés parce que les petites exploitations agricoles sont dispersées. Par conséquent, les fournisseurs de services hésitent à servir les petits exploitants. Dans le cas où ils sont servis, ces derniers doivent souvent accepter un labour de faible qualité du fait de leur faible pouvoir de négociation. Ceux qui labourent leurs champs trop tard risquent d'obtenir des baisses de rendements (jusqu'à 30% pour le maïs après un retard de 14 jours). Les agricultrices ont encore moins accès aux services.

Des problèmes peuvent également survenir car les services complémentaires ne sont pas disponibles. Tant que le nombre de tracteurs et d'équipements reste faible, il est difficile d'assurer un approvisionnement fiable en pièces détachées et en techniciens. De même, l'accès au crédit est souvent limité en raison de manque de garantie et des risques liés à l'agriculture pluviale. Au Ghana, les taux d'intérêt excessivement élevés, allant jusqu'à 35%, rendent non rentables les investissements sur tracteurs et équipements basés sur des prêts.

Les défaillances du marché posent obstacle à la mécanisation en créant des conditions défavorables, telles que l'instabilité du marché, le manque d'infrastructures et d'éducation. Au Ghana, les fluctuations importantes des taux de change nuisent aux importateurs de machines. Le Ghana est également confronté à des défis



d'infrastructure. La disponibilité du carburant à l'échelle n'est pas fiable, surtout dans les régions éloignées. En ce qui concerne l'éducation, les agriculteurs se plaignent des faibles niveaux de compétence des techniciens et des opérateurs. Il y a un manque de formation publique qui n'est pas non plus comblé par le secteur privé. Les entreprises et les concessionnaires de machines n'offrent pas de formation aux clients dans le large marché pour machines usagées, et la formation professionnelle informelle, bien que populaire, est de qualité mixte.

Quels problèmes les organismes gouvernementaux soutenant la mécanisation rencontrent-ils?

Les subventions et les services fournis par le gouvernement ou par les agences d'État sont une solution possible aux défaillances du marché. Au Ghana, le gouvernement fournit des tracteurs à des taux subventionnés dans 89 centres de services de mécanisation agricole (AMSEC). Bien que ce modèle de partenariat public-privé soit prometteur, la gouvernance par l'État présente néanmoins des défis:

Les gouvernements préfèrent fournir des biens privés, tels que des tracteurs subventionnés, plutôt que des biens publics, tels que l'éducation et la formation, car les biens privés destinés aux grands et influents producteurs génèrent l'attention des médias. Dans de nombreux pays, le montant des fonds publics consacrés aux machines dépasse celui consacré à l'éducation et à la formation. Or, celles-ci sont essentielles pour une mécanisation réussie. Le plus grand institut public qui offre des cours pour les opérateurs au Ghana n'a formé que deux participants en 2012 et aucun en 2013.

L'importation et la distribution de machines par les organismes gouvernementaux ouvrent la porte à la corruption et au mauvais usage de prêts en tant que «cadeaux promotionnels». En outre, les gouvernements pourraient ne pas être capables d'assurer le remboursement des prêts, ce qui menace la viabilité financière des systèmes de mécanisation. Au Ghana, le taux de remboursement des tracteurs AMSEC était de 35% seulement.

Le gouvernement peut choisir des machines ou bénéficiaires moins convenables parce qu'il n'y a aucun lien entre la demande et l'offre. Des prêts et subventions concessionnelles ont financé l'importation des machines au Ghana, obligeant le gouvernement à choisir à partir de listes de producteurs présélectionnés, généralement issus des pays prêteurs. Cela a empêché une sélection des marques les plus convenables et a conduit à des changements fréquents de marques, rendant ainsi difficiles les investissements privés dans les pièces de rechange. Cette situation, combinée à un manque de maintenance et à l'absence d'opérateurs et de techniciens qualifiés, a entraîné de longues et fréquentes pannes, et, par conséquent, une baisse de la superficie desservie par les AMSEC.

Recommandations:

- **Instaurer un environnement propice** au développement des marchés domestiques pour les fournisseurs de services. Cela inclut investir dans l'éducation et la formation.
- **Exploiter les points forts de différents acteurs** tels que les entreprises privées, les organismes gouvernementaux et les organisations communautaires. Le privé pourrait, par exemple, fournir la formation des opérateurs et des techniciens tandis que l'État peut assurer sa qualité.
- **Trouver de solutions techniques et institutionnelles pour les petits exploitants en particulier.** Par exemple, promouvoir les petits tracteurs à deux roues et les petits équipements de traitement, ou compenser les propriétaires de tracteurs pour les coûts additionnels entraînés par la fourniture de services aux petits exploitants et encourager ces derniers à négocier de façon collective.
- **Considérer le potentiel des solutions basées sur les TIC,** y compris l'organisation des petits exploitants et leur liaison aux fournisseurs de services.

IMPRINT

Cette note de politique est basée sur l'article: Daum T and Birner R (2017) The neglected governance challenges of agricultural mechanisation in Africa - insights from Ghana, Food Security. <https://doi.org/10.1007/s12571-017-0716-9>.

Note préparée par:

Thomas Daum et traduite par Sougrynom Z. Soré

Partenaires d'exécution de PARI:

ZEF/Université de Bonn, Université de Hohenheim, Université Technique de Munich, le Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) et ses partenaires nationaux, le Consortium de modélisation de la croissance et de la politique de développement africaine (AGRODEP) facilité par L'Institut international de recher-

che sur les politiques alimentaires (IFPRI, Bureau de l'Afrique), et des collaborateurs de recherche en Inde.

PARI est financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

Centre de recherches pour le développement (ZEF)

Genscherallee 3

53113 Bonn | Allemagne

E-Mail: presse.zef@uni-bonn.de

Téléphone: +49-(0)228-731846

UNIVERSITY OF HOHENHEIM



zef

Center for
Development Research
University of Bonn